

17 mars 2006, Montréal

Allocution devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain

Madame la Présidente de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain,

Monsieur Gérald Tremblay, maire de Montréal,

Monsieur Gilles Vaillancourt, maire de Laval,

Monsieur Claude Gladu, maire de Longueuil,

Distingués membres de la table d'honneur,

Chers collègues députés et ministres,

Distingués invités,

Mesdames, Messieurs,

Je remercie d'abord la Chambre de commerce du Montréal métropolitain pour la tenue de ce déjeuner-causerie. C'est toujours un grand plaisir et un privilège de prendre la parole devant un auditoire aussi engagé dans le développement de Montréal et du Québec.

Madame Hudon, je profite de cette occasion pour souligner la remarquable contribution de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain à la réflexion sur les grands enjeux auxquels est confrontée notre métropole. Je pense, par exemple, à votre récente enquête sur le financement privé de la culture à Montréal. Vous militez en faveur d'un plus grand engagement du secteur privé dans le soutien des arts.

C'est précisément afin de favoriser le mécénat et l'accroissement de l'investissement privé dans la culture que notre gouvernement a lancé, l'automne dernier, Placement Culture, en collaboration avec le Conseil des arts et des lettres du Québec et la Fondation communautaire du Grand Montréal.

En introduction à votre enquête, Madame Hudon, vous dites ceci : « La culture est devenue une composante fondamentale de l'identité montréalaise; un facteur d'attraction des talents; une composante majeure de la qualité de vie; un secteur dont les réussites internationales sont dignes d'inspirer l'ensemble des acteurs de l'économie de la région métropolitaine. »

Je partage cet avis. La culture irradie notre métropole. C'est un vent de créativité, d'imagination et d'audace qui imprègne tous les autres domaines d'activité. J'y vois l'une des grandes lignes de force de Montréal. La réussite de Montréal, quant à sa concurrence avec les autres grandes villes d'Amérique du Nord, réside en bonne partie dans la promotion de cette ambiance unique. Choisir Montréal, que l'on soit investisseur, étudiant, artiste, immigrant ou chercheur, c'est aussi opter pour un « art de vivre ».

C'est une métropole à visage humain; une ville de culture, mais aussi une ville de savoir, une ville de technologies nouvelles, un pôle de l'aérospatiale, un haut lieu des sciences de la vie.

Montréal, première ville francophone d'Amérique, est la principale porte ouverte du Québec sur le monde. Nous avons une seule métropole.

Mesdames, Messieurs,

J'ai inauguré cette semaine une nouvelle session à l'Assemblée nationale. Mon discours fut le moment, pour nous, d'apprécier le chemin parcouru depuis trois ans et d'affirmer nos priorités pour l'avenir. Nous avons fait de la remise sur pied de notre système de santé notre plus grande priorité, et nous sommes fiers du chemin parcouru depuis trois ans.

Tout récemment, Statistique Canada et l'Institut Fraser reconnaissaient que les délais d'attente avaient grandement diminué au Québec, que ce soit pour voir un médecin spécialiste ou pour obtenir une chirurgie non urgente. Nous avons réinvesti beaucoup en santé : plus de 3 milliards en trois ans dans les dépenses de fonctionnement du réseau et plus de 3 milliards également dans les immobilisations.

Nous avons réinvesti, mais nous avons surtout redéployé notre système de santé. Nous avons fait tomber ces murs qui transformaient notre système en labyrinthe. Grâce à notre action en santé, nous pouvons, aujourd'hui, graduellement garantir l'accès aux services. Et cette garantie est liée à une ouverture mesurée au secteur privé : à des assurances privées pour certains types d'intervention et à des cliniques privées spécialisées qui seront affiliées au réseau public. Nous allons continuer à faire de la santé notre priorité. Parce que ce système est non seulement l'expression de nos valeurs et de notre compassion, il est aussi l'un de nos principaux avantages économiques.

Si vous en doutez, rappelez-vous que les difficultés financières des géants américains de l'automobile sont causées en partie par l'explosion des frais de santé des entreprises. Comme le reconnaissait le sénateur démocrate John Kerry : « GM's health care costs now account for \$1,400 per vehicle. Toyota recently put a major new plant in Canada, instead of the U.S because of healthcare costs. »

Notre système public de santé demeure à la fois le meilleur moyen de contrôler la croissance des coûts et l'un de nos principaux piliers de développement économique et social. En permettant au secteur privé de jouer un rôle complémentaire, nous pouvons aujourd'hui offrir une garantie d'accès aux services.

Vous reconnaîtrez que nous avons parcouru beaucoup de chemin depuis trois ans. En trois ans, nous avons aussi fait de l'éducation une priorité. Nous avons fait en sorte que les enfants, dès leur entrée à l'école, prennent goût à la réussite. Cette priorité s'est traduite par le développement de l'aide aux devoirs. Nous avons également consacré 100 millions de dollars à l'accompagnement des élèves en difficulté. C'est 1 800 professionnels spécialisés de plus pour accompagner nos enfants dans leur apprentissage. Nous avons ainsi réparé l'erreur du gouvernement du Parti québécois, qui a mis 1 200 professionnels à la retraite sans égard aux besoins des enfants. Depuis 2003, nous avons entamé le redressement du financement destiné à l'enseignement postsecondaire.

Les sommes allouées aux universités ont fait l'objet d'augmentations graduelles, après une période de stagnation. De 1994 à 2002, l'investissement public dans ce secteur est demeuré

figé à 1,8 milliard de dollars. Depuis ce temps, les choses ont changé. Ce sont 2,2 milliards de dollars que le gouvernement a choisi d'investir cette année.

Ce redressement doit se poursuivre. L'économie d'aujourd'hui, c'est l'économie du savoir. Cependant, dans le contexte des finances publiques et du déséquilibre fiscal, nous savons qu'il est nécessaire que le gouvernement fédéral fasse sa part. Le mois dernier, le premier ministre de l'Ontario et moi-même avons coprésidé un sommet du Conseil de la fédération entièrement consacré à la question de l'enseignement postsecondaire et de la formation.

C'est la première fois que les premiers ministres des provinces et des territoires s'unissent sur cette question cruciale pour notre avenir. Les transferts fédéraux sont aujourd'hui inférieurs à ce qu'ils étaient il y a dix ans.

Le gouvernement fédéral doit corriger le tir afin que nous puissions réaliser des investissements substantiels dans nos universités. Maintenant, sur le plan économique, notre action a été déterminante. Nous avons redéfini le partage des responsabilités entre l'État et les entreprises. Nous assumons les responsabilités qui relèvent de l'État, tout en créant un contexte propice à la croissance des entreprises et des investissements.

Since our election, we have invested \$14 billion¹ in infrastructure. We changed the mandate of la SGF, Investissement Québec and la Caisse de dépôt et de placement. They have since improved their performance. We reduced corporate taxation to make it easier to invest; 75 % of small and medium size businesses do not pay a capital tax anymore. We also have established a capital tax credit to support investments in the modernization of equipment.

Nous avons mis sur pied les fonds d'intervention économique régionaux, les FIER, qui font boule de neige au Québec. D'ailleurs, nous avons annoncé récemment, à Montréal, un premier investissement de FIER-Partenaires qui servira à soutenir la création d'un fonds en technologie de l'information de 60 millions de dollars. Nous avons également restructuré le capital de risque. Nous avons privatisé Innovatech Montréal. Et les résultats sont probants. Ces investissements hautement stratégiques ont progressé de 12 % au Québec en 2005. Avec des investissements de 710 millions de dollars, dont près de 90 % à Montréal, l'industrie québécoise du capital de risque est la plus forte du Canada. Elle représente 39 % du capital investi et 50 % des entreprises financées au Canada. C'est un atout stratégique majeur pour la métropole.

Notre action en matière économique fait progresser le Québec : il n'y a à peu près jamais eu autant de Québécois au travail; le taux de chômage est à son plus bas en 30 ans; le taux de participation à l'emploi atteint un sommet historique; et le revenu disponible des Québécois progresse.

Nous avons également redressé nos finances publiques. Nous avons limité la croissance des dépenses à une moyenne de 3,6 % par année. Pendant ce temps, les dépenses budgétaires ont crû en moyenne de 6,4 % dans les autres provinces et de 7,2 % à Ottawa. Pour réussir à contenir la croissance des dépenses, tout en réinvestissant en santé et en éducation, nous avons dû faire des choix.

Nous avons fait le choix de pratiquement geler les dépenses des autres ministères. Et nous avons fait le choix de renouveler les conventions collectives des employés de l'État jusqu'en 2010 en respectant la capacité de payer des contribuables. On a fait les bons choix.

Bref, entre nous... Dans l'intimité de cette salle, notre gouvernement a connu quelques fausses notes depuis trois. Mais qui peut dire n'avoir jamais eu quelques fausses notes dans son plan d'affaire? Nous avons recentré l'activité gouvernementale sur ses missions essentielles que sont la santé et l'éducation, comme nous nous y étions engagés.

Nous avons redéfini le partage des responsabilités entre l'État et les entreprises en matière de développement économique. Nous avons redressé les finances publiques. Et nous avons redonné au Québec toute son influence au sein de la fédération canadienne.

Certes, au cours de ces trois années, lorsque l'on analyse notre action en fonction des intérêts supérieurs du Québec, nous avons grandement fait progresser le Québec.

Nous sommes fiers de notre bilan. Montréal a grandement bénéficié de notre action depuis trois ans. En santé, le réinvestissement dans les immobilisations s'est traduit par : l'agrandissement du bloc opératoire de l'Institut de cardiologie de Montréal, la construction d'un pavillon de recherche sur le cancer à McGill, l'agrandissement de la radio-oncologie de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont.

Et nous continuerons à bâtir pour faire de Montréal ce centre mondial, internationalement reconnu, des sciences de la vie. Je veux être très clair. Nous construirons le nouveau CHUM, le nouveau Centre hospitalier universitaire de santé de McGill et le nouveau Centre hospitalier universitaire mère-enfant de l'hôpital Sainte-Justine. Mais, pour mener ce projet à terme avec succès, nous allons nous assurer de deux choses : 1. Mettre sur pied un mode de gestion efficace pour la bonne marche des travaux; 2. Mettre sur pied un mode de financement pour le contrôle des coûts. En éducation, nos réinvestissements se sont traduits par : le nouveau pavillon de la faculté de médecine de l'Université de Montréal, l'agrandissement de l'École de technologie supérieure, et la mise à niveau de la faculté de médecine de l'Université McGill.

Sur le plan économique, nous avons consolidé le pôle international de l'aérospatiale. Nous avons soutenu les projets de développement de Bell Helicopter, Pratt & Whitney, GE et de Messier-Dowty. Nous avons appuyé Bombardier en ce qui concerne la promotion de ses appareils de la série C et nous serons encore là lorsque le contexte sera plus favorable.

Notre action des trois dernières années nous permet maintenant d'aller plus loin. Nous allons bâtir sur nos avancées en santé afin de mettre en œuvre la garantie d'accès aux services de santé. Cette ouverture mesurée au secteur privé, qui agira de façon complémentaire avec le secteur public, nous permettra, j'en suis convaincu, de bâtir l'un des meilleurs systèmes de santé du monde.

Nous animerons également un débat important sur le financement à long terme de notre système de santé, dans la foulée du rapport Ménard. Nous poursuivrons le redressement du financement l'éducation et nous appuierons la formation continue. C'est essentiel pour que nos jeunes puissent répondre aux nouvelles exigences d'une économie fondée sur le savoir.

Nous allons également nous attaquer à notre dette. De la même manière qu'il a fallu redresser le système de santé avant de permettre une ouverture mesurée au secteur privé, il était nécessaire de redresser les finances publiques avant de s'attaquer à la dette. Sur les finances publiques, nous allons plus loin dans notre action. Dans notre programme électoral de septembre 2002, nous avons pris l'engagement de produire un plan de remboursement de la dette à long terme. Nous avons réitéré cet engagement dans le budget de l'an dernier, car le Forum des générations s'était terminé sur un constat très clair de la part de l'ensemble des intervenants : le temps était maintenant arrivé de s'attaquer à la dette du Québec.

Et nous le ferons dans le budget que le ministre des Finances déposera la semaine prochaine. Parce que nous avons géré avec une grande rigueur, parce que la croissance des dépenses est maintenant en deçà de la croissance des revenus du gouvernement, nous pouvons aujourd'hui entrevoir le jour où notre dette ne sera plus un boulet pour notre jeunesse. Nous adopterons une loi qui engagera le Québec sur la voie de la réduction du poids de notre dette.

Nous créerons un fonds, le Fonds des générations, affecté à l'allègement de notre dette. Ce fonds sera alimenté par des sources de revenus spécifiques. S'attaquer dès maintenant à la dette, c'est faire un choix responsable. Ce choix est nécessaire pour assurer la pérennité de nos services sociaux. Il l'est aussi par équité envers les générations futures.

Notre dette est la plus lourde de toutes les provinces canadiennes, à 44% de notre produit intérieur brut, contre 25 % pour la moyenne des provinces. Notre dette, malheureusement, a surtout servi à payer des dépenses courantes. En fait, les trois quarts de notre dette de 117 milliards, soit 87 milliards, découlent des déficits que le Québec a cumulés s année après année depuis le début des années 1970.

Notre plan prévoit l'élimination, à terme, de la dette d'épicerie. Notre dette sera alors le reflet d'investissements productifs dans nos infrastructures, comme il se doit. Nous fixerons dans le prochain budget une cible de réduction du poids de notre dette en regard de notre richesse collective.

Pour rembourser notre dette, il faut créer de la richesse. Le Québec évolue dans un contexte économique nouveau, qui change rapidement. Sur le plan conjoncturel, notre économie doit s'adapter à la hausse du prix des carburants et à l'appréciation du dollar canadien. Il s'agit d'un défi pour le secteur manufacturier et pour nos industries exportatrices. Sur le plan structurel, notre économie doit s'adapter à un contexte beaucoup plus compétitif sur le plan international. C'est un passage obligé pour nous, puisque plus de 60 % de notre PIB est le résultat de nos exportations faites ailleurs au Canada et dans le monde.

Dans ce nouveau contexte, nous devons relever le défi de l'innovation et des investissements. C'est le sens de la politique économique que nous avons dévoilée l'an dernier. Entre 1990 et 2004, l'écart de productivité entre le Québec et le Canada est passé de 4,1 à 5,2 %.

Entre l'Ontario et le Québec, il est passé de 8,5 à 10,4 %. Entre le Québec et les États-Unis, il est passé de 15,8 à 16,4 %. Nous devons évoluer vers une culture de l'innovation, de la même

manière que nous avons su évoluer vers une culture de la qualité dans les années 1990. Nous continuerons, par notre action, de développer cette culture de l'innovation et d'encourager les investissements.

L'amélioration de la productivité – cette recherche constante de la meilleure manière de faire et au meilleur coût – devient incontournable, devant la montée fulgurante de la Chine, de l'Inde et du Brésil. Vous savez que j'ai visité deux de ces pays au cours des derniers mois; certains de vous étaient d'ailleurs de ces missions. Ce que j'y ai vu est à couper le souffle. En Chine, 300 millions de personnes ont aujourd'hui un niveau de vie comparable au nôtre. C'est dix fois le Canada.

Sur les plans technologique et scientifique, les Chinois sont déjà là où nous sommes. J'entendais Jean-François Lépine, de Radio-Canada, qui résumait bien l'ampleur du défi chinois en disant que, là où nous pouvons aligner 20 chercheurs, ils peuvent en aligner 1 000.

En Inde, on forme 300 000 ingénieurs par année. C'est dans cet univers que nous devons faire notre place. La Chine et l'Inde sont autant des menaces nouvelles que des ouvertures nouvelles. Il n'en tient qu'à nous de tirer profit de cette révolution de l'économie planétaire. Nous n'aurons jamais l'avantage du nombre, mais nous pouvons avoir celui de la créativité et de l'inventivité. Nous pouvons transformer notre faiblesse numérique en avantage stratégique. C'est le sens des actions de mon gouvernement sur le plan économique.

Pour créer de la richesse, nous miserons également sur notre énergie. La relance du développement énergétique du Québec est l'une des pierres d'assise de notre action économique. Cet effort colossal représentera des investissements de 3,5 à 4 milliards de dollars par année, pendant 15 ans, uniquement dans l'énergie hydroélectrique.

Nous avons aussi mis le Québec dans le vent avec un développement de 3 500 mégawatts d'énergie éolienne. Après l'absence de développement sous l'ancien gouvernement, nous allons recommencer à créer de la richesse avec notre énergie. C'est même notre devoir de le faire... face à nous-mêmes, mais aussi face à nos voisins, dans une perspective continentale et environnementale. Le développement énergétique des 15 prochaines années nous permettra de développer notre économie, mais aussi de devenir un exportateur d'électricité.

C'est un choix responsable sur le plan économique qui contribuera au remboursement de notre dette. Et c'est un choix responsable sur le plan de l'environnement. Quand on vend de l'énergie hydroélectrique aux Américains ou à nos voisins de l'Ontario, on s'enrichit en améliorant l'air que l'on respire; c'est moins de nuages chargés de poussières de charbon qui passent au-dessus de nos têtes.

Le développement énergétique, dans le contexte québécois, est un parfait synonyme de développement durable. Nous avons, par ailleurs, engagé le Québec, comme aucun autre gouvernement, sur la voie du développement durable. Nous avons eu le courage d'intervenir pour protéger nos forêts. Nous avons proposé un projet de loi sur le développement durable et nous présenterons une stratégie sur les changements climatiques. Nous présenterons également une nouvelle politique de financement du transport en commun.

Une métropole moderne, c'est une métropole qui peut compter sur des infrastructures de transport des biens et des personnes à la fine pointe. C'est la 30, qui n'est plus un vœu, mais un chantier. C'est la rue Notre-Dame que nous allons moderniser, en collaboration avec la Ville. C'est l'autoroute et le pont de la 25 qui seront faits en PPP et pourvus d'une voie réservée aux autobus. Le développement durable, pour notre gouvernement, signifie également le désengorgement de Montréal.

C'est pourquoi nous investissons aussi dans le développement du transport en commun. Je vous annonce aujourd'hui que nous avons donné instruction à l'Agence métropolitaine de transport de procéder à la réalisation du train de l'Est, qui desservira Montréal, Repentigny, Terrebonne et Mascouche. Ce projet structurant est une priorité pour les citoyens, pour les élus régionaux et pour notre gouvernement.

Le transport en commun est un élément essentiel d'une métropole moderne. Et c'est encore plus vrai à l'heure du développement durable. Nous annonçons aujourd'hui une première étape qui consacre notre engagement dans l'essor des transports publics. La présentation d'une politique de développement du transport en commun viendra préciser notre vision.

Le transport en commun soutient l'activité économique, réduit la congestion de nos villes et contribue à la réduction des gaz à effet de serre. Nous collaborerons avec les villes sur les moyens à mettre en œuvre pour inciter les citoyens à recourir davantage aux transports en commun. C'est avec cette vision d'un savoir et d'une prospérité partagés entre la métropole et les régions que nous annoncerons prochainement notre décision relative au contrat de remplacement des voitures du métro de Montréal.

Le développement routier et le développement des transports publics doivent aller de pair. C'est cette vision équilibrée du développement de la métropole qui anime notre gouvernement. Au cours de la prochaine année, nous allons poursuivre notre promotion active des intérêts du Québec au sein du Canada. Nous avons signé des ententes majeures avec le gouvernement du Canada, sur la santé, sur les congés parentaux, sur la répartition d'une partie de la taxe d'accise sur l'essence.

De plus, le nouveau gouvernement de M. Harper s'est montré sensible aux priorités du Québec, qu'il s'agisse du déséquilibre fiscal ou de la place du Québec dans des forums internationaux comme celui de l'UNESCO. Ce contexte nouveau n'est pas le fruit du hasard. Il est le résultat d'un travail. Il est le résultat d'une dynamique nouvelle que nous avons patiemment nourrie à travers le Conseil de la fédération.

Mesdames, Messieurs,

Voilà les grandes priorités de mon gouvernement pour l'avenir : Nous continuerons de recentrer l'État sur ses missions essentielles que sont la santé et l'éducation. Nous continuerons d'assainir les finances publiques, d'alléger le fardeau fiscal des contribuables et nous amorcerons la réduction du poids de notre dette.

Pour ce faire, nous créerons de la richesse en encourageant l'innovation et l'investissement, ainsi qu'en misant sur le développement de notre secteur énergétique.

Nous mettrons notre secteur énergétique au service du développement durable. Nous adopterons une politique sur les changements climatiques et nous investirons dans le développement du transport en commun.

Ce sont là nos priorités. Nous croyons que c'est la bonne vision pour l'avenir du Québec. Nous croyons que ce sont les bons choix, pour les générations présentes et pour les générations futures. En cette fête de la Saint-Patrick, je garde en tête ce que ma mère me disait concernant les Irlandais. Fièrre de ses racines, elle me disait : « Il y a deux types de personnes, celles qui sont des Irlandais et celles qui rêvent de le devenir! » À ma façon, je veux reprendre cette phrase en vous disant que je souhaite qu'il existe deux types de personnes, soit celles qui sont des Québécois et celles qui rêvent de devenir des Québécois.